

DECLASSIFIÉ¹

AS/Mon/Inf (2016) 14 rév3

12 décembre 2016

fmoninfdoc14rev3_2016

Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi)

Le dialogue postsuivi avec la Turquie

Le coup d'Etat avorté du 15 juillet 2016 en Turquie ²: quelques faits et chiffres

Corapporteuses: M^{me} Ingebjørg Godskesen, Norvège, Groupe des Conservateurs européens, et M^{me} Marianne Mikko, Estonie, Groupe Socialiste

1. Le coup d'Etat avorté du 15 juillet 2016

1. Le 15 juillet 2016, un groupe organisé des forces armées turques a tenté de renverser les institutions démocratiques et d'abolir l'ordre constitutionnel en faisant usage de la force et de la violence. Selon l'état-major de l'Armée, 8 651 militaires y ont participé et 35 avions, dont des chasseurs à réaction des forces armées turques, 37 hélicoptères, 246 véhicules blindés, dont 74 tanks, et quelque 4 000 armes légères ont été utilisés³. Ce groupe a fait une déclaration à la Radio-télévision de Turquie (TRT) au nom du «Conseil de la paix dans le pays». Pendant le putsch, plusieurs institutions nationales ont été ciblées par des avions et des bombes (dont le Parlement turc, le Palais présidentiel, la Direction de la sécurité à Ankara, les forces d'opérations spéciales de la police de la Direction générale de la sécurité et le Service national de renseignement).

2. Le Président Erdogan a échappé à une tentative d'assassinat qui a eu lieu à son hôtel de Marmaris. Il s'est adressé au peuple turc par visiophone sur la chaîne privée CNN Türk la nuit même et a exhorté les citoyens à descendre dans la rue pour s'opposer au putsch. Des milliers de personnes ont manifesté et affronté les comploteurs. Le coup d'Etat s'est soldé par un échec au petit matin le 16 juillet 2016; il a causé la mort de 248 personnes et fait 2 200 blessés, provoquant un grand traumatisme dans la société. Ce putsch a été unanimement condamné par l'ensemble des partis politiques et organisations civiles ainsi que par la communauté internationale⁴. Le 7 août 2016, le Président Erdogan a organisé une réunion à Yenikapı avec le Premier ministre M. Binali Yıldırım, Président du Parti de la Justice et du Développement (AKP), M. Kılıçdaroğlu, chef du Parti Républicain du Peuple (CHP), et M. Bahçeli, chef du Parti du Mouvement Nationaliste (MHP). Le chef du Parti Démocratique des Peuples (HDP), M. Demirtaş, n'a pas été invité à cette réunion. Le 9 août 2016, des millions de Turcs ont manifesté pour exprimer leur attachement à la démocratie.

3. Les autorités, soutenues par un large consensus de la société, ont immédiatement estimé que le mouvement conduit par Fethullah Gülen⁵, qualifié d'organisation terroriste en 2016, était à l'origine du putsch et que, par conséquent, les institutions nationales devaient être purgées des partisans de ce mouvement. Le

¹ Document déclassifié par la Commission de suivi lors de sa réunion du 14 décembre 2016.

² La présente note a été élaborée sur la base des informations fournies par les autorités turques et des comptes rendus de médias et d'ONG.

³ Voir <http://constitutionalcourt.gov.tr/inlinepages/press/PressReleases/detail/31.html>, paragraphe 2.

⁴ Voir le recueil des déclarations publiées par M. Agramunt, Président de l'APCE, M. Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, S.E. M^{me} Kaljurand, Présidente du Comité des Ministres et ministre des Affaires étrangères de l'Estonie, et M. Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme (Voir AS/Mon/Inf (2016) 13).

⁵ Fethullah Gülen est un prédicateur musulman qui a créé, dans le monde entier, un réseau éducatif dont les étudiants sont devenus des personnalités influentes dans les institutions de l'Etat, comme les précédents rapports de l'APCE l'ont montré. Après 2013, une mésentente a séparé ouvertement M. Erdogan de son ancien allié Gülen qui s'est exilé volontairement aux Etats-Unis.

rétablissement de la peine de mort a également été débattu à ce moment-là. Les autorités ont, depuis lors, demandé l'extradition de M. Gülen⁶ des Etats-Unis. Le Gouvernement américain a exigé des preuves de son implication directe dans la tentative de coup d'Etat. Le 13 septembre 2016, la Turquie a envoyé une première demande d'arrestation provisoire contre Fethullah Gülen⁷.

4. Le 16 juillet 2016, le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK) a tenu une réunion extraordinaire et décidé de relever de leurs fonctions 2 745 juges et de révoquer 5 membres du HSYK qui seraient liés au mouvement güleniste. Des mandats d'arrêt ont été délivrés contre 140 membres de la Cour suprême d'appel et 48 membres du Conseil d'Etat⁸. 2 836 soldats, dont des officiers de haut rang, ont été arrêtés le même jour⁹. Au 18 juillet 2016, 7 543 personnes étaient détenues pour leur participation présumée au coup d'Etat, dont 100 policiers, 6 038 soldats de divers grades, 755 juges et procureurs et 650 civils. 316 d'entre eux ont été arrêtés. 8 777 fonctionnaires du ministère de l'Intérieur (dont des policiers, des gouverneurs et des gendarmes) et 1 500 fonctionnaires du ministère des Finances ont été suspendus¹⁰.

5. Deux membres de la Cour constitutionnelle, Alparslan Altan et Erdal Tercan, ont été placés en détention le 16 juillet 2016. Le 4 août, la Cour constitutionnelle a décidé de les destituer en vertu du décret-loi du 23 juillet 2016¹¹.

6. Dans le secteur de l'éducation, 15 200 fonctionnaires du ministère de l'Education (sur 930 000) ont été démis de leurs fonctions; l'autorisation d'exercer leur métier a été retirée à 21 000 professeurs d'écoles privées (enseignant principalement dans des écoles gülenistes)¹². 1 557 doyens (1 176 issus d'universités publiques, 401 d'universités privées) ont démissionné à la demande du Conseil de l'enseignement supérieur de Turquie (YÖK). 4 recteurs d'université ont été suspendus. En outre, tous les universitaires ont été interdits de missions à l'étranger jusqu'à nouvel ordre. Les universitaires détachés à l'étranger ont été priés de rentrer en Turquie¹³.

7. Le 19 juillet 2016, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel (RTÜK) a décidé de supprimer les licences de diffusion et d'exploitation de «l'ensemble des [25] stations de radio et chaînes de télévision» supposées «entretenir des liens avec l'organisation terroriste güleniste»¹⁴. Les cartes de presse de 34 journalistes travaillant pour des journaux pro-Gülen ont été annulées.

2. Proclamation de l'état d'urgence et publication de décrets-lois

8. Le 20 juillet 2016, le Président Erdogan a annoncé que la Turquie proclamerait l'état d'urgence pour une durée de trois mois en vertu de l'article 120 de la Constitution¹⁵.

9. Le 21 juillet 2016, les autorités turques ont notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe leur dérogation à la Convention européenne des droits de l'homme au titre de l'article 15 de la Convention¹⁶. Depuis lors, elles ont régulièrement fourni des informations sur l'application de l'état d'urgence.

⁶ Le 11 juillet 2016, la Turquie a ratifié le Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition ([STE n° 86](#)), le troisième ([STCE n° 209](#)) et le quatrième Protocoles additionnels à la Convention européenne d'extradition ([STCE n° 212](#)).

⁷ <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-justice-ministry-demands-us-arrest-gulen-over-coup-attempt.aspx?pageID=238&nID=103844&NewsCatID=510>.

⁸ <http://bianet.org/english/politics/176814-constitutional-court-supreme-board-of-judges-and-prosecutors-supreme-court-of-appeal-state-council-members-taken-into-custody>.

⁹ <http://www.hurriyetdailynews.com/july-15-to-mark-fest-for-our-democracy-says-turkish-pm.aspx?pageID=238&nID=101691&NewsCatID=338>.

¹⁰ Chiffres fournis par le Premier ministre dans: <http://www.hurriyetdailynews.com/208-people-killed-by-coup-attempters-turkeys-pm.aspx?pageID=238&nID=101745&NewsCatID=341>.

¹¹ Voir <http://constitutionalcourt.gov.tr/inlinepages/press/PressReleases/detail/31.html>.

¹² <http://bianet.org/english/politics/176920-15-200-public-officials-suspended-within-ministry-of-national-education>.

¹³ <http://www.hurriyetdailynews.com/turkeys-higher-education-board-suspends-all-assignments-abroad.aspx?pageID=238&nID=101850&NewsCatID=341>.

¹⁴ En voici la liste: STV, Samanyolu Haber, Samanyolu Haber Radyo, Can Erzincan TV, Kanal 124, Yumurcak TV, Hira TV, MC TV, Dünya TV, Kanal Türk, Bugün TV, Mehtap TV, Berfin FM, Kanal Türk Radyo, Burç FM, Samanyolu Haber Radyosu, Radyo Mehtap, Haber Radyo Ege, Dünya Radyo, Radyo Küre, Merkür TV, Esra Radyo, Tuna Shopping TV, Samanyolu Haber, Radyo Anadolu.

¹⁵ L'article 120 de la Constitution énonce qu' «En cas d'apparition d'indices sérieux d'extension d'actions violentes visant à renverser l'ordre démocratique libre instauré par la Constitution ou à supprimer les droits et libertés fondamentaux ou en cas de perturbation sérieuse de l'ordre public en raison d'actes de violence, le Conseil des ministres réuni sous la présidence du Président de la République peut, après avoir consulté le Conseil de sécurité nationale, proclamer l'état d'urgence dans une ou plusieurs régions du pays ou sur l'ensemble du territoire, pour une durée ne dépassant pas six mois», <http://codices.coe.int/NXT/gateway.dll?f=templates&fn=default.htm>.

10. Dans le cadre de l'état d'urgence, plusieurs «décrets ayant force de loi» ("Kanun Hükümünde Kararname", KHK) ont été promulgués; ils ont notamment réglementé:¹⁷

10.1. les révocations de fonctionnaires, de membres du corps judiciaire¹⁸, de membres de la fonction publique, des Forces armées turques¹⁹, de l'Unité des garde-côtes et de la Police nationale turque²⁰ dont les noms figuraient sur les listes annexées aux décrets-lois ou des personnes qui ont été «considérées comme appartenant, affiliées ou liées à des organisations ou structures terroristes, des organisations ou des groupes pour lesquels le Conseil national de sécurité a établi qu'ils se livrent à des activités préjudiciables à la sécurité nationale de l'Etat». Les personnes révoquées ne seront pas réembauchées. Elles ne seront pas -ni directement ni indirectement- affectées à un service public. Leurs licences de port d'armes ont été retirées et leurs passeports annulés.

10.2. la fermeture des établissements et structures de santé privés, des établissements et structures d'éducation privés, ainsi que des foyers et logements privés pour étudiants, des fondations et associations et de leurs entreprises commerciales, des établissements d'enseignement supérieur gérés par une fondation, la dissolution des syndicats, fédérations et confédérations au motif «qu'ils appartiennent à, sont liés à ou en communication avec l'organisation terroriste de Fethullah (FETÖ/Structure étatique parallèle)»²¹. Tous les biens mobiliers, immobiliers, sommes et droits à percevoir, et tous les documents et papiers des fondations fermées ont été saisis et transférés à la Direction générale des fondations;

10.3. la fermeture des stations de radio et des chaînes de télévision, des quotidiens et des périodiques privés²²;

10.4. la dissolution de l'Association des juges et des procureurs (Yarsav, membre des Associations européenne et internationale des magistrats) et, ultérieurement, l'arrestation des membres de son conseil d'administration, ainsi que de son Président le 26 octobre 2016²³;

10.5. la révocation de 50 589 fonctionnaires supplémentaires le 1^{er} septembre 2016²⁴ et la destitution et la réélection des présidents et membres des conseils de surveillance des établissements pénitentiaires et des maisons d'arrêt²⁵;

10.6. l'indemnisation accordée aux fonctionnaires et aux civils qui ont été blessés durant la tentative de coup d'Etat et les actions terroristes du 15 juillet 2016, et aux personnes qui ont été blessées en essayant de porter secours et de se rendre utiles pour révéler d'autres actions procédant de cette tentative, empêcher qu'elles ne se produisent ou les éliminer.²⁶;

10.7. la détermination des procédures d'enquête et de poursuite durant la période d'état d'urgence (par exemple, la durée de la garde à vue sans ordonnance du tribunal est passée à 30 jours);

10.8. les dispositions relatives à la présidence des communications et télécommunications et aux amendements à la loi sur les communications électroniques n° 5809 de 2008²⁷;

¹⁶ Voir [les actualités](#) publiées par le Secrétaire Général le 21 juillet 2016. Il a été rappelé qu'aucune dérogation aux articles suivants n'était possible: l'article 2 (droit à la vie), l'article 3 (interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants), l'article 4 paragraphe 1 (interdiction de l'esclavage), l'article 7 (pas de peine sans loi). La Convention européenne des droits de l'homme continuera à s'appliquer en Turquie. Chaque fois que le Gouvernement cherchera à invoquer l'article 15 pour déroger à la Convention, la Cour européenne des droits de l'homme décidera, au cas par cas, si sa demande satisfait aux critères énoncés dans la Convention, notamment ceux de la proportionnalité de la mesure prise.

¹⁷ Informations non exhaustives basées sur les traductions disponibles.

¹⁸ [Décret-loi n° 669](#) du 31 juillet 2016 et décret-loi n° [670](#) du 17 août 2016.

¹⁹ [Décret-loi n° 667](#) du 23 juillet 2016.

²⁰ [Décret-loi n° 670](#) du 17 août 2016.

²¹ [Décret-loi n° 667](#) du 23 juillet 2016 et [Décret-loi n° 673](#) du 1^{er} septembre 2016.

²² [Décret-loi n° 668](#) du 27 juillet 2016.

²³ <http://bianet.org/english/law/180038-yarsav-president-murat-arслан-arrested>

²⁴ [Décret-loi n° 672](#). Cette liste concerne 28 163 personnes du ministère de l'Education dont la plupart sont des enseignants, 7 669 fonctionnaires de police, 323 gendarmes, 2 346 agents du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK), 2 018 agents du ministère de la Santé, 1 519 agents de la Direction des affaires religieuses, 829 agents du ministère des Finances et 733 agents du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage. La liste des personnes révoquées est disponible à l'adresse suivante: <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2016/09/20160901M1-1.htm>.

²⁵ [Décret-loi n° 673](#) du 1^{er} septembre 2016.

²⁶ [Décret-loi n° 670](#) du 17 août 2016.

²⁷ [Décret-loi n° 671](#) du 17 août 2016.

10.9. les amendements à la loi relative aux juges militaires, notamment la fermeture des écoles militaires, des académies militaires et des centres de formation des sous-officiers²⁸ qui ont été remplacés par une «Université nationale de la défense»²⁹

3. Prolongement de l'état d'urgence et développements institutionnels récents

11. Le 23 septembre 2016, le CHP a décidé de contester certains articles des décrets-lois n° 668 et 669 devant la Cour constitutionnelle. Toutefois une controverse agite actuellement les milieux de juristes, sur le fait que ces décrets-lois, adoptés dans le cadre de l'état d'urgence, sont susceptibles ou non de recours devant la Cour constitutionnelle³⁰. Le 12 octobre 2016, la Cour constitutionnelle a refusé d'examiner la constitutionnalité de ces décrets-lois, arguant qu'elle «n'avait pas compétence»³¹.

12. Dans le même temps, 45 000 requêtes individuelles ont été adressées à la Cour constitutionnelle³². Il reste cependant à déterminer si la Cour constitutionnelle est compétente pour assurer des voies de recours dans de telles affaires³³.

13. Le CHP³⁴, l'Association turque droits de l'homme³⁵ et Amnesty International³⁶ ont mentionné des allégations de mauvais traitements et de torture dans les lieux de détention. Le CHP a recueilli 37 000 plaintes de traitement inéquitable³⁷.

14. Le Premier ministre a annoncé, le 8 septembre 2016, que des centres de gestion de crise seraient mis en place dans les bureaux du Premier ministre et des gouverneurs afin de recevoir les requêtes d'individus faisant état de poursuites arbitraires dans le cadre de l'enquête sur le mouvement Gülen.

15. Le 13 octobre 2016, Mehmet Metiner, député de l'AKP et Président de la Sous-commission parlementaire sur les prisons, a déclaré que la sous-commission ne visiterait pas les détenus arrêtés pour avoir été membres de la «FETÖ (Organisation terroriste de Fethullah)» et ne mènerait aucune enquête concernant des allégations de torture et de mauvais traitements. Des organisations de droits de l'homme de premier plan ont protesté contre cette déclaration³⁸.

16. Le 28 septembre 2016, le Conseil national de sécurité (MGK), réuni sous la présidence de M. Erdoğan, a recommandé d'étendre l'état d'urgence au-delà de la période initiale de trois mois. Le 3 octobre, le gouvernement a annoncé que l'état d'urgence serait reconduit pour trois mois à partir du 19 octobre 2016.

17. Le 6 octobre 2016, le parti AKP a proposé de créer une commission multipartite de cinq membres (un par parti politique représenté au parlement et un ministre) pour évaluer les critiques concernant l'application

²⁸ [Décret-loi n° 669](#) du 31 juillet 2016.

²⁹ Le 5 octobre 2016, le Professeur Erhan Afyoncu, chroniqueur au journal pro-gouvernemental *daily Sabah*, a été nommé recteur de l'Université nationale de la défense par le Président Erdogan.

³⁰ <https://www.turkishminute.com/2016/09/23/chp-takes-no-668-govt-decree-constitutional-court-cancellation/>
<http://www.dailysabah.com/legislation/2016/09/27/chp-takes-several-articles-of-statutory-decrees-to-top-court-amid-legality-debate>.

³¹ La [décision](#) a été publiée le 4 novembre 2016 par la Cour constitutionnelle.

³² Chiffres indiqués par les autorités.

³³ Chiffres au 7 octobre 2016, fournis par la Commission des droits de l'homme dans son «Mémoire sur les implications en matière de droits de l'homme prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie» ([CommDH\(2016\)35](#)), para. 43).

³⁴ Le CHP a reçu des plaintes de 3 304 personnes selon lesquelles les allégations de torture au cours des périodes de détention ne donnaient pas lieu à des enquêtes et des personnes étaient faussement accusées d'être «membres du FETÖ» en raison de conflits personnels. Voir <http://www.hurriyetdailynews.com/chp-receives-more-than-3000-complaints-over-gulen-probes-state-of-emergency.aspx?pageID=238&nID=103713&NewsCatID=338>.

³⁵ <http://www.hurriyetdailynews.com/former-torture-methods-reemerge-in-turkish-prisons-human-rights-association.aspx?pageID=238&nID=103887&NewsCatID=339>.

³⁶ Voir le rapport d'Amnesty International Turquie: Dans le contexte des allégations de torture, il faut que des observateurs indépendants soient autorisés à se rendre auprès des détenus. [Amnesty International](#), 24 juillet 2016.

³⁷ <http://www.hurriyetdailynews.com/chp-urges-fair-trial-cites-1-million-sufferers-in-post-coup-process.aspx?pageID=238&nid=104053>. Le 13 septembre 2016, le Vice-Premier ministre Canikli a indiqué que 53 écoles qui avaient été fermées pour de prétendus liens avec la communauté de Gülen ont été rouvertes «après que l'on se soit rendu compte qu'elles n'avaient en réalité pas de lien avec la communauté». Voir <http://bianet.org/english/politics/178682-vice-pm-there-are-some-wrongful-civil-service-dismissals>.

³⁸ <http://bianet.org/english/human-rights/179597-rights-organizations-protest-akp-mp-rejecting-to-investigate-torture-of-feto-arrestees>.

des décrets-lois. Cependant, le CHP a critiqué le nombre limité de membres et demandé que les décrets-lois déjà approuvés soient également examinés par cette commission³⁹.

18. Une commission d'enquête parlementaire, composée de députés des quatre partis politiques représentés au Parlement⁴⁰, a été constituée par le Parlement pour enquêter sur le coup d'Etat avorté. La commission envisageait d'auditionner d'anciens chefs de l'Etat-major général, le Chef adjoint de l'Etat-major général, des anciens ministres de l'Intérieur, le Maire de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir Gültan Kışanak et le gendre du Président Erdogan, Ziya İlgen "qui, selon Erdogan, lui aurait le premier parlé de la tentative de coup"⁴¹.

19. Le 23 novembre 2016, deux décrets-lois supplémentaires (n° 677 et 678) ont été publiés, et ont conduit à:

- La fermeture de 375 associations supplémentaires et neuf medias pour avoir «mené des activités à l'encontre de la sécurité nationales»;
- La révocation de 15 726 fonctionnaires, y compris 242 universitaires;
- L'exemption du service militaire obligatoire des enfants et des frères de ceux «qui ont perdu la vie en essayant de prévenir la tentative de coup d'Etat par l'organisation terroriste de Fethullah (FETÖ) et les actions ultérieures" (décret-loi n° 678);
- La réouverture de 175 associations, 18 fondations et une organisation de soins de santé qui avaient été fermées par la loi n° 6749.

20. Douze décrets lois ont été publiés depuis le 21 juillet 2016. Le 2 décembre 2016, le Parlement a approuvé cinq d'entre eux (n° 669, 670, 672, 675 et 677), confirmant ainsi le licenciement permanent de 79 006 fonctionnaires et 4039 responsables de la sécurité (y compris des officiers de l'armée de haut rang congédiés des forces armées turques)⁴².

21. Une autre conséquence pratique de ces décrets-lois concerne la liquidation d'associations et d'entreprises, et la confiscation de leurs biens. 691 sociétés au total (y compris d'importantes compagnies comme Boydak Holding, Kaynak Holding, Koza İpek Holding et Fi Yapı) soupçonnées d'avoir des liens avec le mouvement güleniste ont été saisies jusqu'ici par le Fonds d'assurance et de garantie des dépôts (TMSF). Selon des informations parues dans les medias, la TMSF a recruté trois institutions financières pour conseiller la vente des compagnies saisies.⁴³

4. Actions et mesures affectant le fonctionnement du parlement

22. Le 4 novembre 2016, 12 membres du parlement appartenant au Parti Démocratique des Peuples ((HDP) – y compris les co-présidents du parti Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ – ont été arrêtés après avoir refusé de se présenter aux convocations de procureurs⁴⁴. Trois députés (Ziya Pir, Sirri Sureyya Onder and İmam Taşçier) ont par la suite été libérés sous condition.⁴⁵

23. *Pro memoria*, leur immunité parlementaire a été levée en mai 2016 après l'adoption d'un amendement constitutionnel par le parlement, une démarche qui «touche de façon disproportionnée les partis d'opposition, en particulier le parti HDP, dont de nombreux membres ont été mis en examen en raison de leurs déclarations en vertu de la loi antiterroriste (n° 3713)»⁴⁶ et qui a été critiquée par l'Assemblée⁴⁷ et par la Commission de Venise.⁴⁸ Le 7 novembre 2016, le député de Hakkari Nihat Akdağın a été arrêté (le

³⁹ <http://www.hurriyetdailynews.com/government-proposes-inter-party-commission-to-work-on-decree-laws.aspx?pageID=238&nID=104701&NewsCatID=338>.

⁴⁰ À savoir 9 parlementaires du Parti AKP, 4 du CHP, 1 du MHP et 1 du HDP.

⁴¹ <http://www.hurriyetdailynews.com/parliamentary-commission-on-coup-attempt-to-hear-from-erdogans-brother-in-law.aspx?pageID=238&nID=104941&NewsCatID=338>

⁴² <http://turkeypurge.com/turkish-parliament-passes-5-govt-decrees-approves-dismissal-of-thousands>

⁴³ <http://turkeypurge.com/turkey-says-seized-691-companies-over-gulen-links>

⁴⁴ <http://www.dailysabah.com/politics/2016/11/04/detention-of-hdp-deputies-totally-in-line-with-rule-of-law-justice-minister-bozdaq-says> Les autres députés détenus sont İdris Baluken, Leyla Birlik, Ferhat Encü, Nursel Aydoğan, Selma İrmak, Abdullah Zeydani and Gülser Yıldırım.

⁴⁵ <http://www.hurriyetdailynews.com/seven-opposition-hdp-lawmakers-arrested-including-co-chairs-.aspx?pageID=238&nID=105756&NewsCatID=338>

⁴⁶ Résolution 2121 (2016), para 7

⁴⁷ Voir Résolution 2121 (2016), et Résolution 2127 (2016) sur «L'immunité parlementaire: remise en cause du périmètre des privilèges et immunités des membres de l'Assemblée parlementaire»

⁴⁸ Voir Avis sur la suspension de l'article 83 de la Constitution de la Turquie (inviolabilité parlementaire)

Adopté par la Commission de Venise à sa 108^e Session plénière (Venise, 14-15 octobre 2016), [CDL-AD\(2016\)027-e](https://www.venice.coe.int/web_content/documents/CDL-AD(2016)027-e)

nombre de députés du HDP détenus s'élevant à 10), alors que des mandats d'arrêts étaient lancés à l'encontre de deux autres députés du HDP (Faysal Sariyıldız and Tuğba Hezer Öztürk), actuellement à l'étranger.

24. Suite à ces arrestations, le HDP a décidé de boycotter les travaux de la Grande Assemblée Nationale, un boycott qui a été arrêté le 22 novembre 2016.

25. Le HDP a protesté contre les conditions de détention des parlementaires détenus, soumis au confinement solitaire, dans des prisons éloignées de haute sécurité (type F)⁴⁹, avec un accès restreint à leurs avocats⁵⁰. Une délégation de députés du CHP a rendu visite à M. Demirtas à Edirne, tandis que, dans le même temps, la visite a été refusée à une délégation HDP. Le 4 décembre, deux députés HDP ont finalement été autorisés à visiter les parlementaires détenus HDP.

5. Actions et mesures affectant le système judiciaire

26. Selon les chiffres provenant de sources officielles (en date du 14 octobre 2016)

- 3456 juges et procureurs ont été révoqués suite à la décision du 16 juillet 2016 du Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK);
- 3693 juges et procureurs ont été suspendus pour trois mois, une période prolongée de deux mois dans 2700 de ces cas;
- 2410 juges et procureurs étaient en détention, 769 sous contrôle judiciaire. 177 mandats d'arrêt contre les juges et les procureurs ont été émis, tandis que 122 juges et procureurs avaient été libérés.

27. Le 11 octobre 2016, le Président Erdogan a annoncé que 198 juges et procureurs seraient réintégrés «après les évaluations [par le HSYK] parvenues à la conclusion que les allégations à leur encontre étaient sans fondement»⁵¹.

28. Le 15 novembre 2016, le Haut Conseil des juges et des procureurs a suspendu 203 juges et procureurs en raison de liens présumés avec le Mouvement Gülen. Les licenciements étaient fondés sur des plaintes, des dénonciations et des enquêtes, sur l'utilisation des programmes de communication utilisés par les membres du Mouvement Gülen, ainsi que sur des confessions d'autres juges et procureurs. Les décisions énoncées stipulaient que les personnes démisées avaient été impliquées dans des écoutes téléphoniques illégales contre des ministres, des gouverneurs, des gouverneurs de district, des chefs de police, du personnel de l'armée, des universitaires, des responsables d'ONG, et des hommes d'affaires⁵².

29. Le 29 novembre 2016, le Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK) a nommé 3940 juges et procureurs (soit 3022 juges des tribunaux et procureurs ainsi que 918 juges auprès des tribunaux administratifs)⁵³.

30. Le 1^{er} septembre, 33 838 prisonniers et détenus pour des délits mineurs ont été libérés afin de réduire la population carcérale et de dégager des places pour les personnes arrêtées aux fins d'enquête sur le coup d'Etat⁵⁴.

⁴⁹ Les députés Selahattin Demirtaş et Abdullah Zeydan se trouvent dans la prison de type F d'Edirne; la co-présidente du HDP Figen Yüksekdağ, et les députées Gülser Yıldırım et Ferhat Encü dans la prison de type F de Kandira n° I; les députées Nihat Akdoğan, Selma Irmak, Leyla Birlik, et Nursel Aydoğan dans la prison n° 9 de type F de Silivri; et le vice-Président du groupe parlementaire HDP Idris Baluken dans la prison n° II de type F de Kandira. Informations fournies par le HDP.

⁵⁰ Selon le HDP, les rencontres des députés détenus avec leurs avocats sont «physiquement observées et enregistrées par un officier, et les documents remis aux avocats, ainsi que les notes prises par les avocats pendant les réunions sont confisqués ou censurés."

⁵¹ <http://www.hurriyetdailynews.com/supreme-board-reinstates-198-judges-prosecutors-to-duty.aspx?pageID=238&nID=104934&NewsCatID=341>.

⁵² <http://www.hurriyetdailynews.com/over-200-judges-prosecutors-dismissed-over-gulen-links.aspx?pageID=238&nID=106239&NewsCatID=509>

⁵³ <http://bianet.org/english/politics/181208-3-940-judges-and-prosecutors-appointed>.

⁵⁴ <http://www.hurriyetdailynews.com/over-33000-prisoners-released-to-free-up-jail-space-turkish-justice-minister.aspx?pageID=238&nID=103514&NewsCatID=509>

6. Actions et mesures affectant les fonctionnaires

31. Le 23 juillet 2016, 15 200 membres du personnel du ministère de l'Éducation ont été démis, et le 1^{er} septembre 2016, plus de 50 000 fonctionnaires avaient été démis – y compris 28 000 personnes du ministère de l'Éducation, 2346 membres du personnel du Conseil de l'enseignement supérieur. Les licences de 21 000 enseignants des écoles privées ont été révoquées (voir ci-dessus)⁵⁵.

32. Le 8 septembre 2016, 11 285 enseignants soupçonnés d'«avoir des liens avec le PKK ou de le soutenir» ont été relevés de leurs fonctions⁵⁶. Le 13 octobre, 2 400 enseignants supplémentaires ont été suspendus pour les liens qu'ils auraient eus avec le mouvement güleniste⁵⁷.

33. Le 31 octobre 2016 deux nouveaux décrets-lois (n° 675 et 676) ont été publiés menant entre autres :

- au licenciement de 10 130 fonctionnaires, y compris 1 267 universitaires (24 d'entre eux appartenant aux «Universitaires pour la Paix»)⁵⁸;
- à la nomination de recteurs d'université par le Président de la République, pour au maximum deux mandats dans la même université, parmi trois candidat/es suggérés par le Conseil turc pour l'enseignement supérieur (YÖK). Le Président pourra également nommer un recteur directement si, au bout d'un mois, il ne retient aucun des candidats présentés par le YÖK et que cet organe ne présente pas de nouveau candidat⁵⁹.

34. Le décret-loi n° 677 publié le 23 novembre 2016 a conduit :

- au licenciement de 15 726 fonctionnaires affectés dans les départements militaires, les directions de la sécurité, les ministères et leurs établissements affiliés, ainsi que dans la fonction publique;⁶⁰
- à la réintégration de 157 agents publics dans leurs fonctions⁶¹.

35. On estime que 125 000 personnes ont été licenciées depuis le coup d'Etat manqué. Dans 85 000 cas, le licenciement résultait de la publication des noms des individus dans les décrets-lois.

36. Le 25 novembre 2016, les autorités ont annoncé que 6000 enseignants seraient réintégrés⁶².

7. Actions et mesures affectant les forces militaires et de maintien de l'ordre

37. En raison de la révocation d'un certain nombre de militaires, les effectifs des forces armées turques ont été réduits d'un tiers.

⁵⁵ Voir notes de bas de page 23

⁵⁶ <http://www.hurriyetdailynews.com/more-than-11000-teachers-suspended-over-pkk-links.aspx?pageID=238&nID=103720&NewsCatID=341>.

⁵⁷ <http://www.dailysabah.com/education/2016/10/13/ministry-of-education-suspends-2400-teachers-over-feto-links>

⁵⁸ Le nombre d' Universitaires pour la Paix licenciés par le biais de décrets-lois publiés dans le cadre de l'état d'urgence est passé à 68. <http://bianet.org/english/human-rights/180172-of-1-267-academics-dismissed-in-new-statutory-decree-24-are-academics-for-peace>.

⁵⁹ <http://www.hurriyetdailynews.com/bogazici-university-academics-rally-against-turkeys-new-decree-law-on-rector-appointments.aspx?pageID=238&nID=105650&NewsCatID=339>.

⁶⁰ Y compris 1 184 agents démis du Conseil turc pour l'enseignement supérieur (YÖK), 94 autres de la Présidence des affaires religieuses, 45 agents de la chaîne publique TRT, 15 agents du HSYK et 14 de la Direction de la gestion des catastrophes et des urgences (AFAD) <http://bianet.org/english/law/180965-375-associations-9-media-outlets-closed-15-726-public-officials-discharged>

⁶¹ <http://bianet.org/english/law/180965-375-associations-9-media-outlets-closed-15-726-public-officials-discharged>

⁶² <http://www.hurriyetdailynews.com/thousands-of-suspended-teachers-return-to-duty-in-turkey.aspx?pageID=238&nID=106591&NewsCatID=341>

Personnels employés au sein des forces armées turques⁶³

	1 ^{er} juillet 2016	9 septembre 2016	5 octobre 2016	Evolution entre juillet et octobre (en %)
Effectifs totaux	518 166	351 176	355 212	-31,4
Généraux et amiraux	358	206	201	-42,5
Officiers supérieurs	39 287	29 946	29 434	-25,1
Officiers subalternes	96 391	67 646	67 257	-30,2
Sous-officiers		48 879	49 279	
Civils sous contrat	13 216	15 888	15 869	20,1
Officiers de réserve	6 477	5 827	6 072	-6,3
Civils	264 493	182 784	187 100	-29,3
Gendarmerie spécialisée	21 303			
Civils spécialisés	76 641			
Total	518166	351176	355212	

38. Le 4 octobre 2016, 12 801 fonctionnaires de police ont été suspendus en raison de leurs liens supposés avec le mouvement güleniste⁶⁴. Le 13 octobre, 109 juges militaires étaient limogés des forces armées turques⁶⁵.

39. Avec les décrets-lois n° 675 et 676 du 31 octobre 2016, 39 membres des forces armées turques et 3 fonctionnaires ont été réintégré.

40. Le 3 novembre 2016, 1 218 membres de la gendarmerie ont été suspendus de leurs fonctions par le ministère de l'Intérieur car soupçonnés d'avoir des liens avec le mouvement güleniste⁶⁶.

41. Le 16 novembre, le ministère de la Défense a annoncé que les forces armées turques recruteraient 30 159 nouveaux membres du personnel en transférant les étudiants qui remplissent les conditions nécessaires des branches pertinentes des universités et des collèges-officier à l'Académie militaire turque et l'Académie marine turque.

42. Avec le décret-loi n° 677 du 23 Novembre 2016, 1259 agents ont été limogés du Commandement des forces terrestres, 391 du Commandement de la Force Marine, 338 du Commandement de la Force aérienne turque, 403 du Commandement général de la Gendarmerie et 7586 agents de la Direction de la sécurité.

8. Actions et mesures affectant les médias

43. Le 29 septembre 2016, dix chaînes de télévision, y compris Hayatın Sesi, Azadi TV, Jiyan TV, Van TV, TV10, Denge TV et Zarak TV ont été retirées de TÜRKSAT, la plateforme nationale par satellite dans le cadre du décret-loi n° 668⁶⁷, en raison «des menaces qu'elles posaient pour la sécurité et de leur soutien à des groupes terroristes»⁶⁸. Le 30 septembre 2016, douze chaînes de télévision (y compris İMC TV, Hayatın Sesi, TV 10, Van TV, Jiyan TV, Azadi TV et Zarak TV) et onze stations radio ont été fermées. Les locaux de Denge TV, de Birlik Medya TV et de Van TV ont été placés sous scellés⁶⁹.

⁶³ Sur la base des chiffres donnés par l'armée turque, et tels que reflétés dans les medias. Voir:

<http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-military-sees-dramatic-decline-in-personnel-numbers-after-coup-attempt.aspx?pageID=238&nID=104629&NewsCatID=341>

⁶⁴ <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-police-suspends-12801-personnel-over-alleged-links-to-gulen.aspx?pageID=238&nID=104563&NewsCatID=509>

⁶⁵ <http://www.hurriyetdailynews.com/supreme-board-reinstates-198-judges-prosecutors-to-duty.aspx?pageID=238&nID=104934&NewsCatID=341>.

⁶⁶ <http://www.dailysabah.com/war-on-terror/2016/11/03/1218-feto-linked-gendarmerie-staff-suspended-from-profession-in-coup-probe>.

⁶⁷ <http://bianet.org/english/media/179149-10-tv-channels-removed-from-national-satellite-platform>. Zarak TV émettait depuis le 21 mars 2015 dans les dialectes kurmandji and zazaki de la langue kurde. C'était la première et unique chaîne en kurde pour enfants.

⁶⁸ <http://www.dailysabah.com/war-on-terror/2016/09/30/turksat-removes-more-than-20-tv-radio-stations-cites-national-security-threats>.

⁶⁹ <http://bianet.org/english/media/179190-websites-of-ımc-tv-ozgur-radjo-hayatın-sesi-blocked>.

44. Le 3 octobre 2016, la société Eutelsat de communications par satellite, basée en France, a suspendu la diffusion du signal de la chaîne Med Nuçe TV⁷⁰ (chaîne de télévision en langue kurde émettant depuis la Belgique) qui a contesté l'absence de base légale de cette décision. Selon des sources de la Fédération européenne des journalistes, Eutelsat SA a subi des pressions du Conseil suprême de la radio-télévision turque pour qu'elle interrompe la diffusion du signal de cette chaîne, considérée comme pro-PKK par les autorités turques⁷¹. Le tribunal de commerce de Paris a jugé les 16 et 17 novembre 2016 que Newroz TV et Med Nuçe Pine devaient reprendre la diffusion, indiquant que seule l'institution de radio et de télévision compétente en Belgique a autorité pour faire cesser la diffusion, et non Eutelsat⁷².

45. Selon l'association professionnelle de la presse, 2 500 journalistes ont été mis au chômage depuis l'adoption des décrets-lois⁷³.

46. Le 6 octobre 2016, les médias ont indiqué que «l'Institution de publicité pour la presse de Turquie, autorité chargée de distribuer les publicités officielles aux journaux, a annoncé qu'elle n'entreprendrait plus de rapports avec les publications dont les propriétaires, les partenaires ou les responsables sont visés par des accusations liées au terrorisme, ce qui a suscité des critiques de l'opposition et d'une organisation du secteur. Les journaux qui ne licencient pas dans les cinq jours les journalistes visés par de telles accusations ne bénéficieront pas non plus des publicités officielles, selon la réglementation publiée au Journal officiel le 5 octobre 2016⁷⁴.

47. Après la publication des décrets-lois n° 675 et 676, le 31 octobre 2016, 15 médias kurdes ont été fermés, dont l'Agence de Presse Dicle (DIHA) et l'Agence de presse Jin (JINHA)⁷⁵;

48. Le 31 octobre 2016, 13 journalistes, dont l'Editeur en chef de Cumhuriyet Lurat Sabuncu et des membres du conseil de direction de la Fondation Cumhuriyet ont été arrêtés, accusés de «commettre des crimes au nom du FETÖ et du PKK banni (Parti des travailleurs du Kurdistan) sans en être membres», d'avoir pour but de «dissimuler la vérité par la manipulation et de publier des dossiers de presse en vue de rendre la Turquie ingouvernable»⁷⁶. Neuf d'entre eux ont été placés en détention préventive le 3 novembre 2016, quatre ayant été pour leur part libérés sous caution avec interdiction de sortie du territoire⁷⁷. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de l'ancien Editeur en chef de Cumhuriyet Can Dündar, actuellement à l'étranger.

9. Actions et mesures affectant l'administration locale

49. Le 11 septembre 2016, 28 administrateurs ont été nommés dans certaines communes prétendument proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (24 maires sont membres du Parti de l'union démocratique (DBP), frère du Parti démocratique des peuples (HDP)) et de «l'organisation terroriste de Fethullah» (FETÖ) (3 maires AKP et 1 MHP)⁷⁸. Le HDP a considéré ces changements comme étant une violation inacceptable des conventions internationales, alors qu'un représentant du Parti républicain du peuple (CHP) a protesté contre une décision (c'est-à-dire un décret-loi (KHK) promulgué par le gouvernement) qui avait contourné la décision du parlement de ne pas autoriser la nomination par le gouvernement d'administrateurs pour remplacer les maires⁷⁹. Cette décision a été suivie d'affrontements dans certaines villes du sud-est de la Turquie; une attaque terroriste à Van revendiquée par les Forces de défense du peuple (HPG) a fait 53 blessés.

⁷⁰ <http://bianet.org/english/freedom-of-expression/179263-broadcast-of-med-nuce-tv-shut-down>

⁷¹ <http://www.coe.int/en/web/media-freedom/home>.

⁷² <http://bianet.org/english/freedom-of-expression/180836-med-nuce-tv-to-resume-broadcasting>

⁷³ <http://bianet.org/english/media/179282-2-500-journalists-become-unemployed-as-of-july-15>.

⁷⁴ <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-to-cut-official-ads-on-newspapers-of-journalists-charged-with-terror-links.aspx?pageID=238&nID=104691&NewsCatID=509>.

⁷⁵ Voir également <https://www.coe.int/en/web/media-freedom>.

⁷⁶ <http://www.hurriyetdailynews.com/cumhuriyet-journalists-acted-with-gulenists-claims-prosecutor.aspx?pageID=238&nID=105621&NewsCatID=339>.

⁷⁷ <http://aa.com.tr/en/todays-headlines/turkish-newspaper-staff-sent-to-prison-pending-trial/679124>.

⁷⁸ <http://bianet.org/english/politics/178653-justice-minister-statement-on-trustee-appointment-to-municipalities>.

⁷⁹ Selon les médias, «Un décret pris en vertu de l'état d'urgence promulgué le 1^{er} septembre après le coup d'Etat avorté du 15 juillet a habilité le gouvernement à nommer directement des administrateurs auprès des communes. Selon le décret, il sera possible de nommer des administrateurs auprès des communes, si les maires, maires adjoints ou membres du conseil municipal sont relevés de leurs fonctions suite à des accusations de terrorisme. Cette disposition réglementaire avait précédemment été incluse dans un projet de loi «fourre-tout» au parlement, mais retirée par la suite en raison de la réaction de l'opposition». <http://www.hurriyetdailynews.com/28-mayors-replaced-with-trustees-by-turkish-government.aspx?pageID=238&nID=103784&NewsCatID=341.0>

50. Le 10 novembre 2016, le co-maire de la municipalité Varto, Sabite Ekinci, membre du Parti des régions démocratiques (DBP), a été arrêté sur les allégations d'«être un membre d'une organisation terroriste», "dommages causés à la municipalité de Varto» et «irrégularité d'appel d'offres»⁸⁰. Le 16 novembre 2016, le co-maire de Cizre (DBP) Kadir Kunur a été arrêté et remplacé par un administrateur. M. Tuncer Bakirhan, co-maire de Siirt, ainsi que les co-maires de la municipalité de Dersim Mehmet Ali Bul et Nurhayati Altun – un membre de la délégation turque au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux – ont été arrêtés⁸¹. Le 17 novembre 2016, les Maires DBP de Mardin et Siirt ont été suspendus, tandis que le maire de Van (DBP) a été arrêté⁸². L'arrestation d'autres co-maires a suivi à Çukurca, Yüksekova, Şemdinli, Kayapınar (Diyarbakır), Yenişehir, et dans d'autres municipalités.

51. En date du 9 décembre 2016, selon les chiffres fournis par l'Union des municipalités de la Région d'Anatolie du Sud (GABB)

- 55 co-maires DBP ont été arrêtés;
- 70 maires DBP ont été démis;
- 43 administrateurs ont été nommés dans les 103 municipalités⁸³ remportées par le DBP lors des dernières élections locales du 30 mars 2014.

10. Conclusions préliminaires

52. Les décrets mis en œuvre en vertu de l'état d'urgence se sont traduits par des purges de grande ampleur. A la date du 9 décembre 2016, et suivant des chiffres publiés par les médias, la situation se présente comme suit:

- Révocation de plus de 125 000 personnes
- Action en justice intentée contre 92 607 suspects, dont 39 378 ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la tentative de coup d'Etat manqué⁸⁴.
- Destitution de 3 673 juges et procureurs⁸⁵ et 2700 suspendus
- Fermeture de 177 médias et réouverture de 11 d'entre eux⁸⁶
- Plus de 140 journalistes arrêtés⁸⁷.
- Dissolution d'environ 1800 associations et fondations
- Fermeture de quelque 2 100 écoles, foyers, universités

53. La situation continue d'évoluer et demandera un suivi continu et des mises à jour de ce document.

⁸⁰ <http://bianet.org/english/politics/180599-mus-varto-municipality-co-mayor-arrested>

⁸¹ <http://bianet.org/english/diger/180780-co-mayors-of-dersim-siirt-municipalities-taken-into-custody>. L'arrestation des co-maires de Dersim, et le raid de leurs maisons ont eu lieu après que des manifestations se sont tenues devant le bâtiment de la municipalité pour protester contre la détention des co-Président et parlementaires du HDP.

⁸² <http://www.dailysabah.com/war-on-terror/2016/11/17/pkk-linked-mayors-detained-suspended-from-duty-in-southeastern-turkey>.

⁸³ <http://bianet.org/english/politics/181437-semdinli-co-mayor-seferi-yilmaz-arrested>

⁸⁴ http://www.hurriyetdailynews.com/drugs-worth-billions-of-liras-seized-in-operations-against-pkk-gulenists-interior-minister.aspx?pageID=238&nID=106457&NewsCatID=338&_sgm_source=106457&_sgm_campaign=scn_b1055d51fae9c000&_sgm_action=click

⁸⁵ Chiffres cités dans l'Avis sur les Décrets-lois n° 675 et 676 pris dans le cadre de l'état d'urgence après le coup d'Etat avorté du 15 juillet 2016, adoptée par la Commission de Venise lors de sa 109^e session plénière, 9-10 décembre 2016, (CDL-AD(2016)037, para. 147).

⁸⁶ <http://bianet.org/english/media/181486-balance-sheet-of-state-of-emergency>

⁸⁷ <http://www.hurriyetdailynews.com/kilicdaroglu-warns-judiciary-oppression-will-come-to-you.aspx?pageID=238&nID=105985&NewsCatID=338>. Voir les chiffres concordants publiés par la [Platform 24](#), et la [PEN organisation](#).